

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES



Entre :

- la caisse des Allocations familiales des Alpes Maritimes représentée par la Présidente de son conseil d'administration, Madame DESENS Danièle et par son Directeur général, Monsieur FASANARO Yves, dûment autorisés à signer la présente convention ;

ci-après dénommée « la Caf » ;

et

- la commune de Grasse, représentée par son Maire et Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, Monsieur VIAUD Jérôme, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

ci-après dénommée « la commune de Grasse » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Sommaire

Article préliminaire	Préambule.....	3
Article 1	Objet de la convention territoriale globale de services aux familles.....	4
Article 2	Les champs d'intervention de la Caf.....	5
Article 3	Les champs d'intervention de la commune de Grasse.....	5
Article 4	Les objectifs partagés au regard des besoins.....	6
Article 5	Engagement des partenaires.....	6
Article 6	Modalités de collaboration.....	7
Article 7	Échangés de données.....	7
Article 8	Communication.....	8
Article 9	Évaluation.....	8
Article 10	Durée de la convention.....	8
Article 11	Exécution formelle de la convention.....	8
Article 12	Confidentialité.....	9
Annexe 1	Portrait local.....	
Annexe 2	Offre globale de services aux familles	
Annexe 3	Diagnostic partagé.....	
Annexe 4	Modalités de fonctionnement des instances.....	
Annexe 5	Évaluation.....	

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'action sociale des caisses d'Allocations familiales (Caf) ;

Vu la convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la décision du conseil d'administration de la Caf des Alpes-Maritimes en date du 9 octobre 2009 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Grasse en date du 24 septembre 2009 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Grasse en date du 01 décembre 2011 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la Ville de Grasse en date du 13 décembre 2016 ;

Article préliminaire :Préambule

Acteur majeur de la politique sociale, la Caf des Alpes-Maritimes assure quatre missions essentielles :

- aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale ;
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie ;
- créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes et des familles.

La Caf contribue à une offre globale de services aux familles au moyen du versement des prestations légales, du financement des services et des structures ainsi que de l'accompagnement des familles.

À cette fin, elle a contribué à la définition du Schéma Départemental de Services aux Familles (SDSF) avec l'État, le Département.

En se consacrant prioritairement aux territoires et aux publics les moins bien servis, l'action sociale et familiale des Caf s'inscrit dans une démarche territoriale et dans une dynamique de projet sur des champs d'intervention communs comme l'enfance, la

jeunesse, le soutien à la parentalité, la politique de la ville, la vie des quartiers, le logement, pour lesquels la Caf apporte une expertise reconnue, une ingénierie et des outils.

La ville de Grasse, dans le cadre des compétences générales des communes est au cœur de la vie quotidienne des familles par les services qu'elle peut leur apporter à différents niveaux. La Commune s'engage depuis plusieurs années dans une politique familiale forte. Elle s'investit et accompagne les missions essentielles de la Caisse d'Allocations Familiales par un partenariat réel et précieux depuis de nombreuses années.

La Commune tient à aider les familles à concilier leur vie professionnelle, leur vie familiale et leur vie sociale, par son investissement humain et financier dans les crèches communales, les centres de loisirs, les ateliers sur la parentalité, la santé ou la réussite éducative. Elle s'engage, tout au long de la scolarité des enfants grassois, à leur permettre ouverture d'esprit et construction de leur citoyenneté par le Conseil municipal des Jeunes, par les actions dans le cadre de leur parcours éducatif artistique et culturel ou par la découverte des pratiques de jeux sportifs collectifs.

Elle apporte aussi une attention toute particulière sur les contrats avec l'Etat et les dispositifs de la Politique de la Ville : PRE, CLAS, Atelier Santé... Ces dispositifs sont présents sur le territoire pour accompagner les familles.

La mise en œuvre d'une politique sociale de proximité passe nécessairement par les collectivités territoriales que sont les communes (et/ou communautés de communes). C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, la Caf des Alpes Maritimes et la commune de Grasse souhaitent renouveler la convention territoriale globale (CTG) de services aux familles.

Cette démarche politique consiste à décliner, au plus près des besoins du territoire, la mise en œuvre des champs d'intervention partagés par la Caf et la commune de Grasse

L'analyse conduite par la Caf visant à mutualiser les connaissances des besoins des familles et de leur situation à l'échelle départementale fait apparaître :

- les caractéristiques territoriales (figurant en Annexe 1)
- l'offre de structures de proximité, d'équipements et de services aux familles existantes sur le territoire (figurant en Annexe 2)
- le diagnostic partagé, composé de l'analyse des écarts entre l'offre et les besoins (figurant en Annexe 3)
- les actions à mettre en œuvre dans la période couverte par la présente convention (figurant en Annexe 3)

Article 1 : Objet de la convention territoriale globale de services aux familles

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire et associant l'ensemble des acteurs concernés en interne et en externe (habitants, associations, collectivités territoriales, etc.) sur les territoires prioritaires identifiés.

Elle a pour objet :

- d'identifier les besoins prioritaires sur la commune ;
- de définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;
- d'optimiser l'offre existante et/ou développer une offre nouvelle afin de favoriser un continuum d'interventions sur les territoires.

Article 2 : Les champs d'intervention de la Caf

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'actions nouvelles, sur le territoire de la commune de Grasse visent à :

- aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale
 - renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires
 - contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants
- accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie
 - favoriser, pour les familles, des conditions de logement et un cadre de vie de qualité
 - faciliter l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires
- créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles
 - améliorer le parcours d'insertion des personnes et des familles en situation de précarité
 - aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale

Article 3 : Les champs d'intervention de la commune

La commune de Grasse met en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

- le champ social dans ses besoins d'accès aux droits, à la lutte contre l'exclusion et le soutien des publics fragilisés et handicapés ;
- la petite enfance dans ses besoins d'accueil, d'aide aux familles et d'offres d'activités de loisirs ;
- la jeunesse (3-25 ans) dans ses besoins d'éducation, de loisirs ,

d'accompagnements spécifiques et d'autonomie ;

- le champ « vivre ensemble » dans ses besoins de qualité de vie, d'environnement et de lien social

Article 4 : Les objectifs partagés au regard des besoins

Dans l'objectif d'optimiser l'offre existante et/ou de développer une offre nouvelle et de favoriser un *continuum* d'interventions sur les territoires, les parties conviennent que les champs d'intervention conjoints et les **objectifs communs** de développement et de coordination des actions et services concernent (**synthèse de l'Annexe 3**) :

- Améliorer l'offre existante dans tous les domaines
- Développer les actions en matière de soutien à la parentalité
- Accompagner le public à l'inclusion numérique

L'annexe 3 à la présente convention précise les moyens mobilisés par chacun des partenaires dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Cette annexe fait apparaître, par champ et sous forme de fiches-actions, la globalité des moyens mobilisés et précise :

- la nature et le niveau de l'offre de services aux familles ;
- les moyens humains et financiers mobilisés ;
- les indicateurs d'évaluation.

Article 5 : Engagements des partenaires

Les partenaires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre de la présente convention.

La présente convention ne saurait avoir pour conséquence de porter atteinte aux dispositifs et aux outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de contracter ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

A cet égard, la présente convention ne peut pas empêcher l'une ou l'autre des parties de passer convention avec ses partenaires habituels.

Les engagements pris par l'une des parties signataires ne pourront pas davantage être remis en cause par la signature de la présente convention.

Les parties conviennent qu'elles ne pourront en aucun cas se prévaloir des dispositions de la présente convention si elle s'avère contraire aux stipulations de la convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf.

Article 6 : Modalités de collaboration

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé à parité de représentants de la Caf et de la commune de Grasse.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.
- valide les propositions du comité technique

Le comité de pilotage sera co-piloté par la Caf et la commune de Grasse.

Les modalités de fonctionnement, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention figurent en **annexe 4** de la présente convention.

Article 7 : Échanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

A ce titre, la présente convention constitue le cadre général d'éventuels échanges de données dans le respect des :

- dispositions législatives et réglementaires s'imposant à chaque partenaire, notamment au regard de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

À compter de la date de signature figurant ci-dessous, les demandes d'échange de données par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité et de faisabilité de l'autre partie.

Les parties s'engagent à mentionner, dans tout document interne ou externe, la source des données.

Article 8 : Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner l'action de l'autre partie.

Article 9 : Évaluation

Une évaluation est conduite à l'issue de la présente convention.

Cette évaluation, élaborée au sein du comité de pilotage, doit permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Toute évaluation entraînant une modification de la présente convention ou des annexes peut faire l'objet d'un avenant signé entre les parties.

Les indicateurs d'évaluation sont déclinés en **annexe 5** de la présente convention.

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de la date de signature figurant ci-dessous jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, par expresse reconduction.

Elle peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois mois, formalisée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme.

Article 11 : Exécution formelle de la convention

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 12 : Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

☐

En cochant cette case, « le partenaire » reconnaît avoir pris connaissance des éléments constitutifs de la présente convention et de la charte de la Laïcité disponible sur le site internet « www.caf.fr » de la Caf des Alpes Maritimes.

Fait à Nice

Le

En deux exemplaires.

Cette convention comporte **X** pages et les **X** annexes énumérées dans le sommaire.

La Caf des Alpes Maritimes		La Commune de Grasse
Le Directeur général,	La Présidente,	Le Maire,
Yves FASANARO	Danièle DESENS	Jérôme VIAUD

PLAN DES ANNEXES

ANNEXE 1 : Portrait local

- Données de contexte
- Données démographiques
- Analyse
- Orientations partagées

ANNEXE 2 : Offre globale de service aux familles

- État des lieux des structures, équipements et services existants
- Engagements financiers CAF / Ville

ANNEXE 3 : Fiches actions

- Diagnostic global
- Actions : à maintenir, à renforcer ou à créer

ANNEXE 4 : Modalités de fonctionnement des instances

- Composition et missions du Comité de Pilotage
- Composition et missions du Comité Technique

ANNEXE 5 : Évaluation

- L'impact des actions
- Dynamique partenariale (Indicateurs à déterminer)